

[Traduction]

LES FINANCES

LES MESURES POUR ATTÉNUER LES EFFETS DES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, j'ai également une question à poser au ministre des Finances, qui a dû remarquer à quel abîme économique les politiques conduisent le pays, puisque les faillites sont en hausse de 22 p. 100 et les déconfitures de 19 p. 100 par rapport à l'an dernier. Au plan humain, cela représente pour l'Ontario, par exemple, la perte de 25,430 emplois dans les neuf premiers mois de l'année, du fait des fermetures d'usines qui ne peuvent résister au climat économique créé par le ministre et le gouvernement.

Le ministre voudrait-il nous dire ce qu'il entend faire pour amortir les effets de la hausse des intérêts et empêcher nos sociétés de disparaître à cette cadence accélérée. A-t-il décidé, par exemple, de lancer une sorte d'assurance sur les prêts commerciaux, comme cela se fait déjà pour les prêts de la SCHL?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, pour éclairer un peu le tableau si sombre et si pathétique que le député vient de donner de l'économie en général, il n'est pas inutile de souligner que l'économie canadienne a créé cette année plus de 200,000 emplois, chiffre qui soutient avantageusement la comparaison avec n'importe quel pays de l'OCDE. Et je ne vois pas quel intérêt il peut y avoir pour lui, politiquement, ou pour le pays de déformer et d'exacerber la situation, comme il vient de le faire dans sa question. Je le prie bien sérieusement de se demander s'il est juste de tirer de ces faits déplorables une vue déformée de la réalité actuelle.

Je réponds non à sa question.

M. Stevens: Madame le Président, il ne s'agit pas de jérémiades mais d'un fait brutal, du nombre publié par Dunn & Bradstreet des cadavres que la politique d'intérêts élevés appliquée par le ministre a laissés sur le carreau.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Madame le Président, pendant que le ministre reste assis à s'extasier sur les vertus de notre pays, je lui demanderai d'expliquer à la Chambre comment il se fait, si tout va si bien au Canada, que Ray Richardson, du département du commerce de l'État de New-York ait déclaré allègrement au *New York Times* que les Canadiens ont investi dans 35 États de son pays et que dans le seul État de New-York, ils ont fondé 50 sociétés qui sont à l'origine de 3,700 emplois, et ce, grâce aux capitaux qui ont quitté le pays à cause de la conjoncture économique créée par le gouvernement actuel.

M. MacEachen: Madame le Président, j'ai peine à croire qu'un analyste bien informé puisse faire le type de déclaration que le député vient de citer.

M. Crosbie: Vous avez intérêt à apprendre.

M. Stevens: La voilà.

Questions orales

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

LA POLITIQUE RELATIVE AUX PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT—LES NÉGOCIATIONS AVEC L'ALBERTA

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse également au ministre des Finances. Le ministre a aujourd'hui, comme il l'a fait maintes fois à la Chambre, imputé à la conjoncture économique internationale, à la hausse des prix du pétrole et aux taux d'intérêt élevés aux États-Unis les problèmes économiques qui sévissent au pays. Hier, le Conseil économique du Canada a publié son rapport. Le rapport de l'année dernière attribuait le cours de l'économie canadienne à deux influences majeures, à savoir la conjoncture économique mondiale et l'exploitation de nos propres sources d'énergie. Cette année, parce que le ministre a compromis la mise en valeur de nos ressources énergétiques avec son budget, nous nous trouvons à la merci de la conjoncture mondiale, et il sait bien qu'elle n'est pas réjouissante.

Le parti auquel j'appartiens, l'Association des manufacturiers canadiens, ainsi que de nombreux experts, au nombre desquels l'ancien président de l'Office national de l'énergie, et maintenant le Conseil économique du Canada l'ont exhorté à apporter des changements au programme national de l'énergie conçu dans le cadre de son budget. Qu'a-t-il maintenant à proposer pour mettre fin à l'impasse dans laquelle se trouvent les gouvernements albertain et fédéral dans un domaine qui relève entièrement de son autorité, c'est-à-dire tout le domaine canadien du développement énergétique? Et pas de faux-fuyants!

• (1440)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, dans le préambule de sa question, le député a déclaré que j'imputais cette mauvaise situation à quelque influence étrangère. Mon intention n'est nullement de blâmer des individus ou des groupes, mais bien d'accentuer le fait que le Canada fait partie d'un système international de commerce et de paiement, que le Canada participe à l'économie mondiale. Il serait insensé que les Canadiens tentent de régler leurs problèmes sans tenir compte de la conjoncture internationale.

C'est ce que j'ai voulu démontrer lorsque j'ai expliqué la hausse absurde des taux d'intérêt au Canada. En effet, celle-ci n'est pas le résultat de politiques canadiennes, mais plutôt des politiques d'un autre pays qui ont d'ailleurs la même incidence générale dans tous les autres pays industrialisés. Si je fais cette observation, c'est pour répondre au long préambule de la question du député.

Je conviens avec le député qu'il est important de mettre de l'ordre dans la situation énergétique au Canada. Nous avons établi dans le budget et dans le Programme énergétique national un plan très général qui nous permettra d'atteindre cet objectif. Le député demande ce que nous allons faire en vue d'en discuter avec l'Alberta. Sauf erreur, et je n'ai pas été directement mêlé à ces pourparlers, il semble qu'ils progressent aussi rapidement que possible et conformément aux vœux du gouvernement de l'Alberta.